

**Décision n° 2010-0771**  
**de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes**  
**en date du 1er juillet 2010**  
**attribuant des ressources en numérotation à**  
**la société Alnilam**  
**(numéros géographiques)**

L'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes ;

Vu le code des postes et des communications électroniques, et notamment ses articles L.36-7 et L.44 ;

Vu le dossier de déclaration déposé par la société Alnilam (récépissé de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes n° 09-3583 en date du 30 décembre 2009) ;

Vu la décision n° 05-1084 de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes en date du 15 décembre 2005 approuvant les règles de gestion du plan national de numérotation ;

Vu la décision n° 05-1085 de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes en date du 15 décembre 2005 modifiée fixant l'utilisation des catégories de numéros du plan national de numérotation ;

Vu les demandes de la société Alnilam, en date du 19 avril 2010 et du 15 juin 2010, reçues le 22 avril 2010 et le 16 juin 2010, sollicitant l'attribution de 10 000 numéros géographiques ;

Vu le courrier de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes en date du 29 avril 2010 ;

Après en avoir délibéré le 1<sup>er</sup> juillet 2010 ;

.../...

**Décide :**

**Article 1er** – Les numéros de la forme 01 76 54 MC DU sont attribués, jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 2030, à la société Alnilam (Siren : 518 213 699) pour la fourniture du service téléphonique au public dans la zone de numérotation élémentaire de Nanterre (92).

**Article 2** - La société Alnilam acquitte, pour les numéros attribués à l'article 1<sup>er</sup>, la taxe prévue à l'article L.44 du code des postes et des communications électroniques susvisé.

**Article 3** - Conformément aux dispositions de l'article L.44 du code des postes et des communications électroniques, les numéros attribués à l'article 1<sup>er</sup> ne peuvent pas être protégés par un droit de propriété intellectuelle. Ils ne peuvent faire l'objet d'un transfert qu'après accord de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes.

**Article 4** - Au 31 janvier de chaque année, la société Alnilam adresse à l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes un rapport sur l'utilisation effective des numéros attribués.

**Article 5** - Le directeur des services fixe et mobile et des relations avec les consommateurs de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à la société Alnilam.

Fait à Paris, le 1<sup>er</sup> juillet 2010

Le Président

Jean-Ludovic SILICANI